

**Point de presse de la porte-parole -
Birmanie/Pré-rapport de la mission
d'établissement des faits des Nations
unies - Burkina Faso/Attaque contre
les forces de sécurité et de défense -
Nations unies/Droits de
l'Homme/Journée internationale des
victimes de disparitions forcées -
Autriche/Décès du photographe
Erich Lessing
(Paris, 30 août 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Birmanie - Pré-rapport de la mission d'établissement des faits des Nations unies (28 août 2018)

Le pré-rapport publié le 27 août par la mission d'établissement des faits des Nations unies, mandatée par le Conseil des droits de l'Homme, confirme l'extrême gravité des accusations portées contre l'armée birmane.

La France est très préoccupée par ses conclusions, selon lesquelles des qualifications de génocide, de crime contre l'humanité et de crimes de guerre, qui relèvent de la compétence de la Cour pénale internationale, pourraient être retenues contre l'armée birmane.

Elle appelle la communauté internationale à mener une action déterminée en faveur de la collecte et de la conservation des preuves et à faire en sorte que les responsables des crimes commis contre la population Rohingya soient traduits en justice.

La France travaille avec ses partenaires, notamment au Conseil de sécurité et au Conseil des droits de l'Homme, pour que toutes les conséquences soient tirées des conclusions de la mission d'établissement des faits, dont nous saluons le travail et attendons le rapport définitif. La réunion publique du Conseil de sécurité du 28 août 2018 a permis de faire un point sur la situation en Birmanie et d'envisager toutes les suites possibles.

Nous rappelons qu'avec nos partenaires de l'Union européenne, nous avons renforcé l'embargo sur les armes à destination de la Birmanie et que nous avons placé sous sanctions en juin dernier sept officiers supérieurs des forces armées et de la police des frontières, responsables de graves violations des droits de l'Homme envers la population Rohingya.

La réponse au drame des Rohingyas passe par la lutte contre l'impunité, comme le souligne le pré-rapport, et le traitement des causes profondes de la crise, qui permettront de préparer les conditions nécessaires pour un retour sûr et volontaire des réfugiés Rohingyas dans leurs foyers en Birmanie, conformément à l'accord tripartite signé entre les autorités birmanes, le HCR et le PNUD. Nous rappelons notre plein soutien à l'Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en ce sens.

Les conditions d'un retour n'étant pas assurées, l'aide internationale aux réfugiés au Bangladesh et aux déplacés en Birmanie reste essentielle. À cet égard, l'aide française s'élève à 7.5 MEuros depuis le début de la crise et l'aide de l'Union européenne à 91 MEuros.

2 - Burkina Faso - Attaque contre les forces de sécurité et de défense (28 août 2018)

La France condamne avec fermeté l'attaque qui a ciblé les forces de défense et de sécurité burkinabè dans la région de Pama, dans le sud-est du pays, et causé la mort de sept militaires et blessé six autres.

Elle présente ses condoléances au gouvernement du Burkina Faso, ainsi qu'aux familles des victimes, et forme des vœux de rétablissement aux blessés.

La France salue l'action résolue des autorités et des forces burkinabè pour assurer la sécurité de leurs concitoyens face au défi terroriste et rappelle son engagement à ses côtés.

3 - Nations unies - Droits de l'Homme - Journée internationale des victimes de disparitions forcées (30 août 2018)

À l'occasion de la journée internationale des victimes de disparitions forcées du fait d'un Etat ou avec son consentement, l'Argentine et la France souhaitent commémorer les victimes et leurs familles. Ces graves violations des droits de l'Homme restent malheureusement observées dans un nombre important de pays, dont certains Etats qui connaissent de graves crises ou guerres.

La convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (2006), qui compte actuellement 97 signataires dont 58 l'ont ratifiée, constitue un progrès important qui démontre la prise de conscience par la communauté internationale de la nécessité d'une action déterminée face à ces violations des droits de l'Homme. Ce texte a pour objet la prévention des disparitions forcées et la lutte contre l'impunité du crime de disparition forcée. Il se fonde, en particulier, sur le droit de connaître la vérité sur les circonstances de la disparition forcée, le déroulement et les résultats de l'enquête, ainsi que le sort de la personne disparue.

Le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations unies a fixé en 2017 l'objectif de doubler en cinq ans le nombre d'Etats parties à la convention : la France et l'Argentine

soutiennent pleinement cet objectif. C'est pourquoi la France et l'Argentine appellent tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à ratifier cette convention et à reconnaître la compétence du Comité des disparitions forcées, créé comme organe de suivi de la convention qui a commencé son travail en 2011.

Afin de parvenir à l'universalisation de la convention, M. Jean-Yves Le Drian et son homologue argentin, M. Jorge Faurie, ont adressé une lettre à leurs homologues en avril dernier.

4 - Autriche - Décès du photographe Erich Lessing (29 août 2018)

Nous avons appris avec tristesse le décès du photographe autrichien Erich Lessing. La France adresse ses sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

Récompensé en 1966 du Prix Nadar pour son Odyssée en images, Erich Lessing a également été précurseur de reportages photographiques qui ont façonné notre vision du XXe siècle. Le destin de l'Europe, dont ce Viennois a traversé les drames avant d'en documenter la reconstruction, a été pour lui une passion et l'objet d'un engagement profond.

Pour les Français, il restera l'un des grands photographes qui, en 1962, ont fixé l'image de la réconciliation franco-allemande lors de la visite rendue par le général de Gaulle au chancelier Adenauer./.